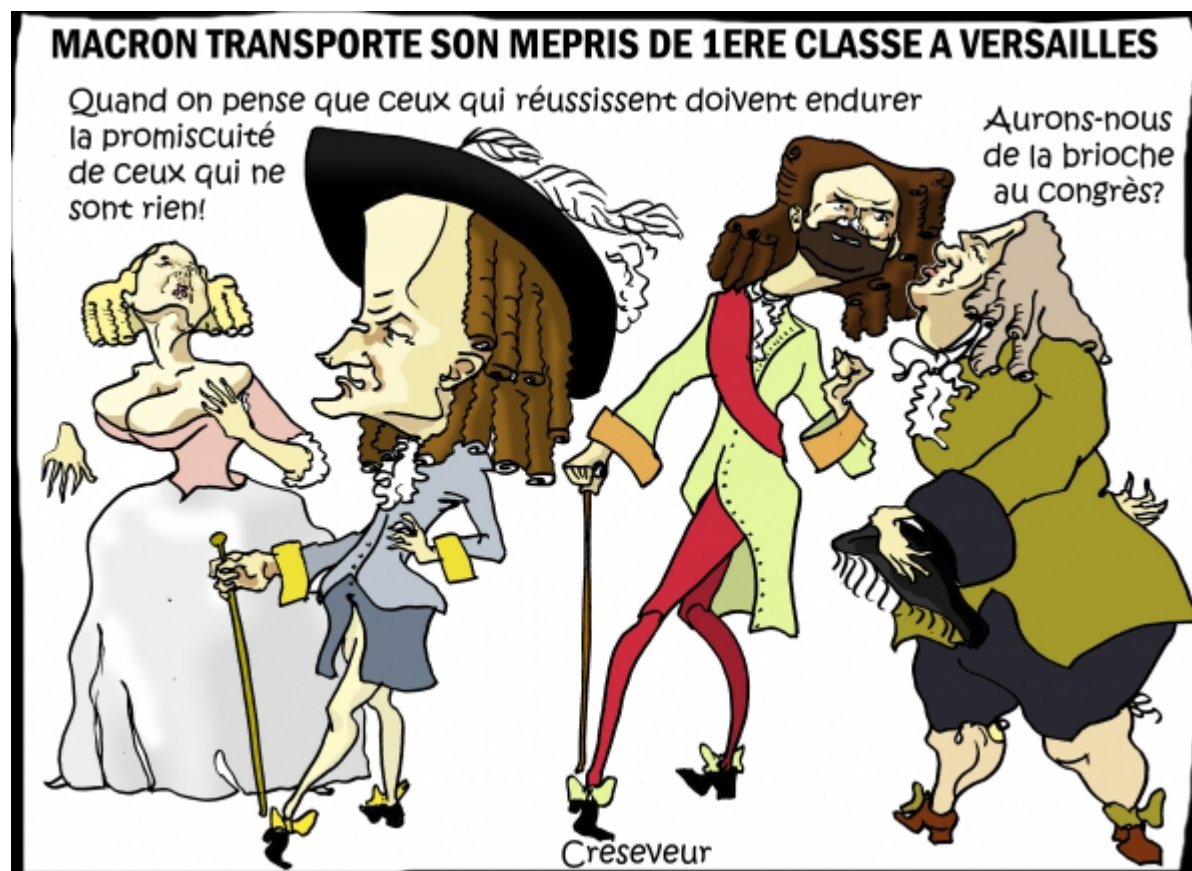


# Acte XIX : tremblez despotes, votre fin est proche !



8 h 15, le nouveau préfet Didier Lallement remonte les champs Élysées, se rengorgeant comme un coq dans son habit tout neuf, et salue CRS et gendarmes mobiles. Tous sont tout sourire devant le discours répressif du préfet, on leur a donné le droit de réprimer. Quel bonheur !

Nicolas Prissette, journaliste BFM, se rengorge : « Didier Lallement est un dur [...] « Didier Lallement assume d'être répressif [...] « on est revenu aux munitions ayant la poussée la plus forte [...] il y a une acceptation plus grande de risques de blessures [...] Il y aura des drones pour capter davantage d'images (afin de prendre le plus de vidéos des manifestants pour les arrêter ensuite et les faire passer devant des juges assez ignobles pour accepter d'interner des gens qui ne font que manifester). On apprend que plus de 1 000

caméras équipent les voies publiques à Paris et que des produits marquants seront envoyés sur les gens. On donne aussi aux forces de l'ordre le droit de prendre des initiatives.

10 h 15, place Denfert-Rochereau : 15 Gilets jaunes seulement mais il est vrai que le grand parcours n'est organisé qu'à partir de 13 h 30. Il est prévu d'aller au Sacré-Cœur par les boulevards Saint-Michel et Sébastopol. Le parcours évite surtout ce qui se rapproche de l'Élysée. Ils SAVENT que le peuple est en colère et prendrait volontiers l'Élysée dont le locataire n'est plus légitime puisque 80 % du peuple ne le reconnaît plus. La légitimité ne repose que sur la reconnaissance et sur rien d'autre. Alors, par crainte de ce peuple qui veut récupérer sa souveraineté ainsi que celle de son pays, les tyrans veulent l'éloigner le plus loin possible d'eux. Plus question non plus de se rapprocher de l'Assemblée nationale alors que tant de députés ont été agressés pour leur trahison. Les députés sont en principe à la solde de leurs électeurs, mais le système est vicié et ils oublient les engagements pris auprès de leurs électeurs pour faire le jeu de leurs partis politiques. Pauvre idiots d'électeurs, vous nous avez élus en croyant vraiment que nous vous respecterions ? Naïfs ! Peuple !

En fait, tous ont trahi.

D'abord le président de la République qui brade le pays à l'étranger, vendant ce qui ne lui appartient pas mais est la propriété du peuple, de la France, en particulier tous nos aéroports ; et qui empêche le peuple d'exercer sa souveraineté. Coupable de haute trahison.

Ensuite les députés comme nous venons de le dire. Coupables de haute trahison. C'est bien pour cela que l'idée d'une démocratie directe a fait son chemin en France. Les intermédiaires coûtent cher et ne servent strictement à rien, comme ils l'ont démontré durant les générations passées.

Enfin la police dont tant Vigilance Police que Éric Roman, du syndicat Police, ont rappelé qu'elle est avant tout affectée à la défense du peuple, et non contre lui. Au demeurant, je rappelle qu'à la Libération, après l'ignoble conduite de la police parisienne qui avait elle-même arrêté les Juifs pour les remettre aux Allemands afin d'être génocidés, celle-ci avait perdu le droit de porter la fourragère, ce symbole de l'honneur policier, et que le principe avait été adopté qu'un fonctionnaire puisse refuser un ordre qu'il juge illégal ou qui heurte sa conscience. Je l'ai moi-même utilisé de nombreuses fois dans ma fonction de professeur.

À Nice où il n'y a eu jusqu'à présent aucune dégradation et où la répression contre les Gilets jaunes (je ne parle pas des casseurs) ne se justifie pas – si toutefois elle se justifiait ailleurs, ce qui n'est pas démontré – quelques Gilets jaunes bravent l'interdiction mais se trouvent rapidement entourés par 200 policiers. 200 policiers. Dix ou 20 contre un. Quelle honte ! Ces Gilets jaunes sont d'un courage magnifique, sereins, mais déterminés. Cela augure des mois à venir. Le peuple ne supporte plus les ordres de ses dictateurs. Prétexte donné : on craint des débordements par d'autres que les Gilets jaunes. De qui se moque-t-on ? Comme les policiers l'ont dit la semaine dernière, ils auraient pu facilement venir à bout des casseurs mais n'en ont pas reçu l'ordre. C'est tout dire. Mais on savait déjà que les casseurs avaient été favorisés par l'Élysée et Matignon afin précisément de s'opposer aujourd'hui aux manifestations des Gilets jaunes. « Logique de dissuasion », entend-on sur BFM à 11 h 45.

### **La réalité est pourtant plus tragique**

Macron et sa bande ont peur, terriblement peur du peuple... mais ils craignent davantage leurs maîtres de Bruxelles. Ils ont ordre de réprimer le peuple de France afin de continuer la terrible politique mise en œuvre de construction du « village mondial », sans culture, sans langues nationales, sans couleur, sans grammaire, sans peuples, sans familles

traditionnelles, sans sexe déterminé. Pour le plus grand bénéfice des oligarques qui veulent s'assurer des travailleurs à faible coût (on a vu il y a trois mois Merkel proposer de payer les travailleurs allemands à 1,30 € de l'heure et les travailleurs immigrés à 82 centimes d'euro), ou des enfants à exploiter sexuellement et c'est pourquoi dès la petite enfance ils ont droit à des cours d'éducation sexuelle, voire de masturbation comme on l'a vu dans des écoles maternelles au Québec, les parents protestant contre cette effroyable pratique se voyant menacés de placer leurs enfants dans des familles plus compréhensives ou des centres dont on sait la violence contre les pauvres petits.

C'est pourquoi la répression s'annonce de plus en plus violente. Ce matin, des dizaines de gens sans gilet jaune se sont vu infliger des amendes de 135 euros alors qu'ils se promenaient sur les Champs-Élysées. À quand le couvre-feu ? Mais c'est bien mal connaître le peuple de France, même envahi et submergé, et faire fi de son Histoire. On a voulu effrayer le peuple en mettant l'armée dans la rue et en annonçant qu'elle était équipée pour tirer, on a déclaré que tout manifestant serait considéré comme un délinquant.

Mais si les Français sont résilients, ils savent mettre des limites à la tyrannie. Et aujourd'hui les limites ont précisément été franchies. D'ailleurs réagir, ce n'est pas seulement manifester. Nous l'avons déjà évoqué, de nouvelles formes d'action sont apparues parallèlement aux manifestations.

Comme sous la Révolution de 1789, des assemblées locales s'organisent, sur le modèle des Clubs des Jacobins ou des Cordeliers et des 48 sections de Sans-culottes de Paris méprisés comme aujourd'hui par le pouvoir en place et par l'aristocratie d'alors, à l'instar de celle d'aujourd'hui (membres du Siècle, des médias, de la haute fonction publique qui se gavent de l'argent de la République, de la haute finance internationale, du grand capitalisme). Et pourtant ces

Sans-culottes furent le fer de lance de la Révolution.

Comme sous la Révolution qui vit fleurir des dizaines de journaux qui furent l'organe de l'information pour le peuple en action, des journaux internet, des réseaux sociaux transmettent des mots d'ordre et l'information nécessaire à toute action, et c'est pourquoi le gouvernement a adopté le principe des fake news et de la pensée unique, avec répression judiciaire par des magistrats qui profitent eux-mêmes du système et espèrent, à obéir aux ordres du gouvernement malgré la séparation théorique des pouvoirs, obtenir des promotions. Elles se vendent pour pas cher, ces crapules. Ainsi comme sous le nazisme ou le stalinisme, la pensée n'est plus vraiment libre.

Mais nous résistons. Ne méprisez plus le peuple, n'ignorez plus sa légitime colère, ne dédaignez plus son pouvoir d'action.

Tremblez, despotes ! Votre fin est proche.

**Louise Guersan**